

La Suisse numérique: imaginer l'économie et la société de demain

Comment la Suisse doit-elle s'y prendre pour utiliser les nouvelles possibilités de la numérisation de manière optimale et en faire bénéficier l'ensemble de sa population? Sur lesquelles de ses forces traditionnelles le pays pourra-t-il s'appuyer dans les décennies à venir? Que faut-il d'autre? La [nouvelle publication d'economiesuisse «La Suisse numérique: imaginer l'économie et la société de demain»](#) examine en profondeur ces questions décisives.

La numérisation a déjà bouleversé notre quotidien, et pourtant nous ne faisons qu'entrevoir les nouvelles potentialités. Indépendamment des incertitudes, il ne fait pas de doute qu'il s'agit d'une transformation en profondeur qui concerne non seulement l'économie et la politique, mais également tous les pans de la société. Elle offre des chances phénoménales, et alimente toute sorte de craintes. Même dans un monde pétri de codes binaires, tout n'est pas 0 ou 1, noir ou blanc. Comment la Suisse doit-elle s'y prendre pour utiliser les nouvelles possibilités de manière optimale et en faire bénéficier l'ensemble de sa population? Sur lesquelles de ses forces traditionnelles le pays pourra-t-il s'appuyer dans les décennies à venir? Que faut-il d'autre?

La nouvelle publication d'economiesuisse «La Suisse numérique: imaginer l'économie et la société de demain» examine en profondeur ces questions décisives. Élaborée en étroite collaboration avec le think tank W.I.R.E, elle tente de rendre compréhensible ce thème controversé, avec toutes ses facettes. La publication montre ce qu'il y a au coeur de la numérisation et quelles tensions naissent quand de nouvelles réalités rencontrent des valeurs qui contribuent dans une large mesure au succès de la Suisse. Elle se veut cependant aussi un appel aux milieux politiques qui sont invités à ne pas céder à l'activisme, mais à focaliser leur attention sur les questions importantes. Les milieux économiques esquissent des propositions dans cinq domaines d'action – notamment dans les domaines de la formation, de la formation continue, des infrastructures et de la fiscalité.